

Point fort

La Suisse met le cap vers un espace aérien commun

Trafic aérien Le ciel européen prépare sa révolution. D'ici à 2020, l'Allemagne et la France surveilleront ensemble le trafic civil avec la Suisse. Qui ira s'entraîner en Suède

L'essentiel

● **Redécoupage** Le programme européen de surveillance du ciel doit permettre de raccourcir les vols et d'économiser des milliers de tonnes de kérosène.

● **Sécurité** La Suisse va travailler avec la France et l'Allemagne.

● **Armée** Ce projet n'a jamais été pris en compte au moment de la procédure d'achat qui a choisi le suédois Gripen.

Xavier Alonso Berne

Nom de code: FABEC, soit Fonctionnal Airspace Block Europe Central. Une véritable révolution en termes de surveillance aérienne. Ce projet ambitieux, qui verra le jour d'ici à 2020, prévoit le redécoupage du ciel européen en neuf blocs régionaux, de taille variable et délimités en fonction des besoins du trafic (*voir infographie*). La Suisse, qui a participé dès le début à ce processus de redéfinition du «Ciel unique», est justement incluse dans la zone FABEC. Cette dernière regroupe rien de moins que l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse. Une superficie de 1,7 million de km², qui représente près de 55% du trafic continental.

L'objectif du projet est de rationaliser et de sécuriser le trafic aérien. Aujourd'hui, le ciel européen est surveillé par 48 centres de contrôle. Chaque pays définit ainsi des routes aériennes qui tiennent compte des zones militaires, des aéroports, etc. Conséquence? Une fragmentation des trajectoires indirectes qui coûtent cher en temps et en carburant. Selon les études, le découpage actuel allonge les vols de 49 kilomètres en moyenne. Selon l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), le potentiel du projet FABEC est énorme. Certaines mesures pilotes, comme la redéfinition des routes de nuit introduites dès 2009, ont déjà permis une économie de 1,5 million de kilomètres par an, ce qui correspond à 4800 tonnes de carburant.

Une mise en œuvre délicate

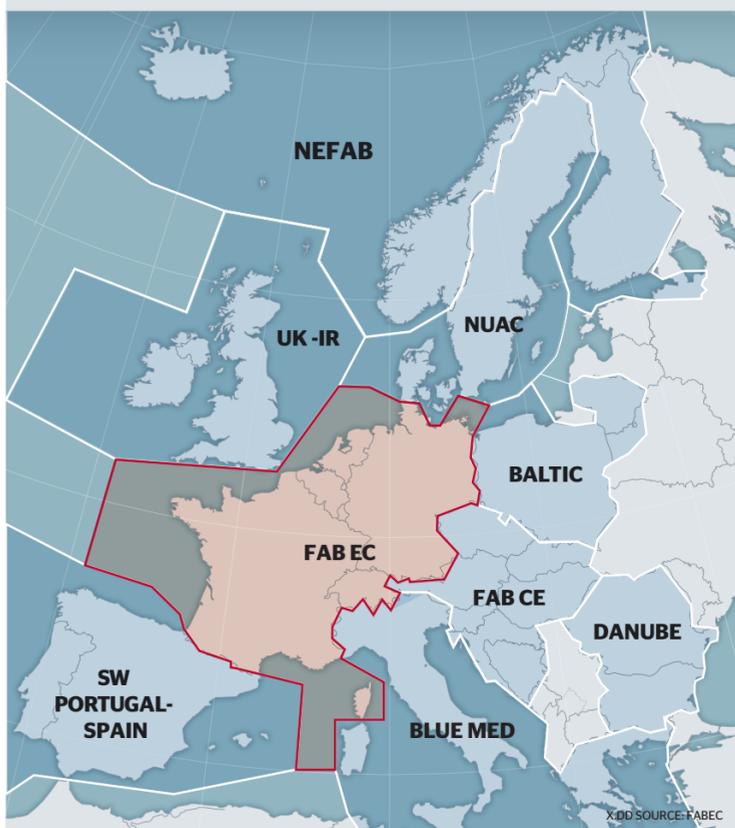
Le projet est aujourd'hui en phase de ratification. Mais la mise en œuvre s'annonce délicate, car les intérêts nationaux sont multiples. Prévue initialement dès 2012, la mise en œuvre complète de FABEC est désormais envisagée à l'horizon 2020. «Le retard pris dans l'entrée en vigueur du traité FABEC n'interrompt pas son développement opérationnel. La Suisse considère qu'il s'agit d'un projet important visant à améliorer la sécurité, l'environnement, la capacité et l'efficacité économique du trafic aérien», explique-t-on du côté de l'OFAC.

Et les travaux se poursuivent. Une instance de pilotage a été mise en place, qui se compose d'un représentant de l'autorité responsable de l'aviation civile et d'un représentant de l'autorité responsable de l'aviation militaire de chaque Etat. Du côté du Département de la défense (DDPS), on salue FABEC, qui renforcera le rôle des forces aériennes suisses, tout en soulignant - paradoxalement - qu'il est «avant tout un projet civil, bien que le DDPS et les forces aériennes soient entièrement intégrés dans le projet».

Et le Gripen dans tout ça?

Alors quelles incidences en termes de police aérienne? Verra-t-on des patrouilles mixtes Suisse-Allemagne-France voler au sud de FABEC? Alors que les enjeux ac-

Les zones de contrôle du ciel européen



«En cas de menace, c'est avec nos voisins qu'on collaborera»

● Pour le conseiller national UDC (SH) Thomas Hurter, le choix du futur avion de combat suédois ne tient pas compte des impératifs de surveillance aérienne.

En tenant compte du contexte FABEC, est-ce pertinent de renforcer la collaboration des forces aériennes suisses avec la Suède, dans le cadre de l'achat Gripen?

Non, cela ne l'est pas, même s'il est vrai que la Suède a l'avantage d'être neutre. La Suisse est au milieu de l'Europe et nous sommes en relation continue avec nos voisins. FABEC en est l'illustration: c'est avec la France et l'Allemagne que nous discutons la redéfinition de l'espace aérien.

Collaborer avec nos voisins en matière de sécurité aérienne est donc prioritaire?

On peut bien aller s'entraîner en Suède, à 2000 kilomètres de la Suisse, mais si une menace sérieuse se fait jour, c'est avec nos voisins que nous essayerons de l'écarter. C'est une évidence!

Pourtant, FABEC n'a pas été pris en compte lors de la procédure d'achat. Etait-ce une erreur?

Oui, cela aurait dû être un élément. Pour les motifs de coopération sécuritaire déjà cités, mais aussi pour d'autres. Par exemple, Doris Leuthard dit souvent que la tolérance accordée aux taxis allemands qui travaillent à l'aéroport de Zurich n'a que peu de valeur dans la résolution du litige qui oppose ce même aéroport à l'Allemagne. Un contrat de 3 milliards pour le remplacement des avions de combat aurait sans doute pesé davantage.

C'est-à-dire?

J'étais à Berlin il y a trois semaines. Les parlementaires allemands étaient surpris de constater que nous n'avions pas réussi à trouver un arrangement avec eux. Je ne sais toujours pas ce que le Conseil fédéral, politiquement, cherche avec l'achat de cet avion.



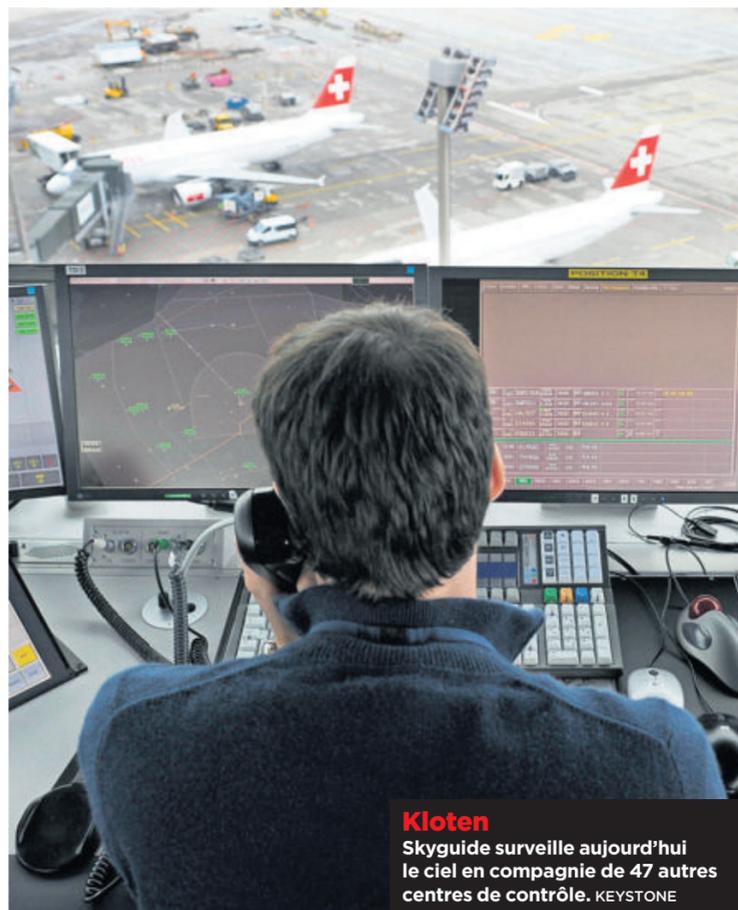
Thomas Hurter, conseiller national UDC (SH)

L'Allemagne a des Eurofighter et la France des Rafale. En quoi la Suisse serait-elle pénalisée avec des Gripen dans le cadre de FABEC?

Ces avions peuvent fonctionner ensemble dans les airs, c'est clair. En revanche, avoir le même équipement que nos partenaires aurait vraiment aidé.

Dassault, dans son contrat Rafale, mettait à disposition de la Suisse une partie de la base aérienne de Luxioli, à 30 km de nos frontières. Un aérodrome militaire suisse en territoire français, au sud de la zone FABEC, aurait été idéal?

Pourquoi pas? Pilotes français et suisses, nous nous rejoignons en l'air très souvent pour des exercices communs. Ensuite, chacun va atterrir dans son pays. Et, vu d'en haut, nos aérodromes militaires sont très proches les uns des autres. Quand on s'entraîne en Norvège, toute une infrastructure est démantelée. C'est cher. Le faire juste à côté de chez nous aurait été un plus pour tout le monde.



Kloten Skyguide surveille aujourd'hui le ciel en compagnie de 47 autres centres de contrôle. KEYSTONE

tuels sont la mise en place de cet espace aérien commun et sa surveillance, n'aurait-on pas dû en tenir compte dans le choix de l'avion de combat, dont la mission principale sera la police aérienne?

Tâche compliquée

C'est l'avis de plusieurs membres de la Commission de sécurité. Et notamment du pilote et conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH), qui déplore l'absence d'une réflexion plus large lors de la procédure d'achat du nouvel avion de combat, qui a finalement abouti au choix controversé du Gripen. Voilà qui va compliquer les tâches de surveillance des militaires suisses, prophétise l'élu UDC, membre influent et spécialiste du dossier en qualité de président de la sous-commission d'évaluation de la procédure d'achat de l'avion de combat (*lire ci-contre*).

A ce jour, pourtant, le dossier Gripen n'a jamais été discuté à la lumière de ce

paramètre pourtant très sensible. Chez les militaires, on ne semble pourtant pas inquiet et on martèle que FABEC n'aura qu'une importance restreinte sur le plan de la défense aérienne. «A l'avenir, on devrait aller vers plus de coopération, tout en restant absolument souverain dans notre espace aérien, comme dans la prise de décisions», explique le porte-parole des forces aériennes. Même son de cloche au DDPS, qui confirme néanmoins que la mise en place de FABEC «impliquera logiquement un renforcement de la coopération avec nos voisins dans ce domaine».

Souveraineté et maintien des frontières, Thomas Hurter, en bon UDC, y tient lui aussi, mais il souligne encore avec pragmatisme: «On le voit bien avec le WEF de Davos, dès qu'il y a un engagement de haute intensité, notre armée de l'air doit collaborer avec nos voisins: avec l'Autriche et l'Allemagne dans ce cas précis.»

PUBLICITÉ

TOUT DOIT DISPARAÎTRE

SHOW RENAULT
du 22 au 24 mars 2013

BEFORE PARTY AVEC DJ
OPEN BAR
OUVERT DE 9H À 19H
DIMANCHE DE 10H À 18H

CONCOURS!
PARTEZ FAIRE LA FÊTE À MIAMI
GAGNEZ UNE RENAULT TWINGO LIBERTY

CLIO COLLECTION 1.2 75 0km
Clim, radio CD MP3, régulateur de vitesse et pack sécurité
dès CHF **12'900.-***

de 9h à 19h, dimanche de 10h à 18h
www.renault-lemann.ch

RENAULT BUSSIGNY, Ch. du Vallon 30, 021 706 48 00